

## Introduction

### **Le POP : toujours rouge, vert et violet !**

#### **La Chaux-de-Fonds, une ville résiliente**

Entre 2020 et 2024, La Chaux-de-Fonds a été frappée par la crise du COVID et par une tempête d'ampleur exceptionnelle. Si les dégâts de la seconde sont plus visibles, la première crise a eu des impacts moins flagrants mais bien plus profonds, à la fois sur l'économie régionale et sur le psychisme des chaux-de-fonnier.ère.s.

Ces deux crises sont, selon nous, des prémisses de la fin d'un monde. Le capitalisme mondialisé qui exploite toutes les ressources peu importe leurs conditions de production a conduit à l'apparition d'un virus et à sa diffusion à l'échelle mondiale. Et le même capitalisme destructeur à l'échelon mondial détruit l'écosystème dans lequel nous vivons, provoquant de plus en plus de phénomènes météorologiques extrêmes. Il ne s'agit pas d'attribuer tel ou tel effet spécifiquement à une seule cause mais simplement de constater une tendance générale.

Et des tendances, il y en a d'autres. Les démocraties occidentales sont à bout de souffle, les électeurs se détournent de plus en plus d'un système représentatif perçu comme corrompu et ne permettant pas de réelle défense des intérêts de la population. Les dictatures se renforcent, pas seulement sur le terrain mais également dans les esprits. La guerre fait son retour en Europe, la forçant à affronter des horreurs qu'elle pouvait jusqu'à présent choisir d'ignorer parce qu'elles se déroulaient loin d'elle. Enfin, peut-être la pire tendance de toutes, le fascisme refait surface. L'Italie a adopté un gouvernement d'extrême-droite, la Hongrie l'a précédée de longue date et tous les pays européens font face à une remontée de théories nauséabondes que nous espérions définitivement chassées du paysage. La Suisse ne fait pas exception à la règle, son premier parti propage ces idées à coups de millions issus de multinationales exploitant les travailleur.euse.s. La boucle est bouclée, le capitalisme s'accommode toujours d'une réduction des droits humains plutôt que d'une réduction des profits. La police française, utilisée pour brutaliser des grévistes et des manifestants, en est l'exemple parfait. Et même l'Allemagne, qui a connu mieux que tous les autres les erreurs du passé, semble renouer avec la peste brune.

Pourtant, si la situation est grave, elle n'est pas désespérée. Les catastrophes climatiques ont mis en évidence une solidarité forte de la population et La Chaux-de-Fonds, frappée le 24 juillet 2023, a fait la preuve de sa capacité à s'unir pour faire face. Et si les idées fascistes recommencent à se diffuser, il reste de nombreuses structures qui les combattent partout. Syndicats, associations et autres mouvements de la société civile, les quatre dernières années ont vu les mouvements sociaux redoubler d'activité. Les marches pour le climat, Extinction Rebellion, les ZAD et autres mobilisations ont partout montré que le monde se repolitisait, et que nous devions toutes et tous nous emparer du débat public afin qu'il ne soit pas monopolisé par les seuls technocrates à la solde du capital.

Et le POP a, en ce sens, un rôle à jouer. À l'échelle de La Chaux-de-Fonds, le combat semble dérisoire. Et pourtant, rendre une ville agréable à vivre, accueillante pour toutes et tous, et en faire un lieu où d'autres valeurs que la simple rentabilité comptent, c'est proposer une alternative. Un autre modèle de société.

C'est, à notre échelle, résister et contre-attaquer.

## **Notre projet : faire de La Chaux-de-Fonds une ville durable, écologiquement innovante et socialement juste.**

Les périodes de crises sont douloureuses, mais peuvent également devenir des opportunités, elles doivent nous permettre de nous repenser et de nous renouveler. La Chaux-de-Fonds, ville improbable par nature, a toujours su se réinventer, comme elle l'a fait suite au grand incendie de 1794 ou à la crise horlogère. Nous sommes à nouveau à un carrefour qui demande des actions courageuses : le POP est prêt à les mener !

Nous entendons saisir cette opportunité en faisant entrer la Ville dans une nouvelle phase, axant nos efforts sur une relation harmonieuse entre l'environnement et ses habitant.e.s, avec comme objectif de devenir un pôle économique vert, basé sur les énergies renouvelables, les circuits courts, une agriculture biologique et sans pesticides, une économie et une industrie les plus neutres possibles en matière d'émission de CO<sup>2</sup> et de pollution. Nous voulons également que les fruits de ce développement bénéficient à l'entier de la population. Notre objectif est en effet d'augmenter la qualité de vie pour tout le monde, en offrant des zones pour tous les usagers de l'espace public (zones piétonnes, zones cyclables, etc.). Une ville où chacun peut s'intégrer et participer à la collectivité, notamment par la culture ou le sport, une ville où les travailleuses et les travailleurs résident. Nous en avons les moyens, notre programme recense nos propositions et nos solutions !

Tous les axes de notre projet respectent les trois couleurs du POP, qui représentent ses trois piliers :

- **Le rouge**, parce que nous voulons une redistribution des ressources équitable et une société dans laquelle tout le monde trouve sa place. Une société qui favorise un partage des richesses et du pouvoir au profit du plus grand nombre, quelles que soient sa nationalité, sa profession ou son origine sociale ;
- **Le vert**, parce que sans une relation écologiquement respectueuse envers notre environnement et véritablement durable, il n'y a pas d'humanité viable ;
- **Le violet**, parce que l'égalité est un droit ! Elle doit se conjuguer au féminin comme au masculin, et qu'il est temps que de réelles mesures viennent mettre un terme aux trop nombreuses inégalités héritées d'un système patriarcal, colonialiste, impérialiste et néo-libéral.

**Nous devons en terminer avec la vision néolibérale, largement majoritaire. Il est nécessaire de passer à un nouveau système, une nouvelle vision du monde, il faut changer de système !**

### **Un programme, pour quoi faire ?**

Plus qu'un simple programme sous forme de liste au Père Noël, nous souhaitons proposer un **véritable projet** de société. Toutes les propositions et revendications que vous lirez ont pour objectif de servir la vision que nous souhaitons mettre en place, nous, militantes et militants, élues et élus, **avec vous** ! Avec vous, car la démocratie pour nous est synonyme d'horizontalité et ne doit pas se faire uniquement en commission ou au Conseil général mais également dans la rue, en rencontrant la population et en discutant, en débattant des idées que nous voulons mettre en place et, surtout, en rendant des comptes réguliers sur notre action.

### **Agir local fait-il sens ?**

De nombreux problèmes que nous, chaux-de-fonnier.ère.s, rencontrons tirent leur origine de mécanismes plus globaux. Le Canton, la Confédération et l'ordre mondial actuel sont des facteurs explicatifs de la situation de plus en plus désastreuse dans laquelle nous nous trouvons. À ce titre, la Ville ne dispose que d'une marge de manœuvre réduite.

Cependant, nous n'avons pas voulu concevoir notre programme dans les limites du « possible »,

« réaliste » ou « politiquement faisable » qui finissent par endiguer toute réflexion de fond et conduisent à rassembler tous les courants politiques dans une approche « réformiste molle » ou pessimiste. C'est pourquoi nous avons formulé à la fois des revendications localement réalistes mais également des objectifs plus globaux, à long terme et nécessitant l'implication d'autres acteurs à différents échelons. Ce n'est qu'en proposant un véritable projet de société que nous voulons susciter l'engouement et l'adhésion de la majorité à notre projet.

### **Un programme évolutif !**

Notre programme veut définir une nouvelle manière de vivre ensemble, et les projets que le POP entend réaliser. Pour autant, il serait illusoire et dogmatique de prévoir toutes les actions possibles pour les quatre années de la législature à venir. C'est pourquoi le présent programme est appelé à évoluer. Nous ne trahisons aucune ambition, mais il est possible que de nouvelles opportunités se présentent, au gré des réformes politiques, des mobilisations ou des aléas de la vie politique. Nous serons flexibles. Le but est de créer une Ville nouvelle, agréable pour tou.te.s et capable de relever les défis d'aujourd'hui comme ceux de demain. Cela ne peut se faire qu'en restant ouverts et en nous adaptant aux évolutions sociétales. Cette manière de faire permettra également de tirer un bilan à la fin de la prochaine législature sur les actions que le POP aura menées.

## Bilan

Depuis 2020 et la première version de ce programme, le POP a proposé, défendu et attaqué de nombreuses idées au Conseil Général. Voici son bilan.

### Conseil communal

- Création et gestion du projet de Capitale Culturelle Suisse pour La Chaux-de-Fonds ;
- Création du Muzoo ;
- Développement d'un centre de photographie à la Bibliothèque de la Ville ;
- Rénovation des Musées et de leur Parc ;
- Accueil des enfants Ukrainiens dans les écoles communales.

### Conseil Général – Objets déposés ou soutenus

#### 2020

- Soutien au crédit pour la rénovation de la piscine des Mélèzes ;
- Soutien au projet de piétonisation de la Place du marché ;
- Soutien au projet du Chatelot pour la construction de logements protégés et d'un accueil parascolaire ;
- Motion pour réduire les émoluments perçus auprès des associations lors d'événements ;
- Résolution interpartis sur le camp de réfugié.e.s de Moria (Grèce) afin qu'un appel soit fait pour soutenir l'accueil de réfugié.e.s ;
- Dépôt d'une motion contre le plastique jetable « Halte aux plastiques » ;
- Dépôt d'une motion pour soutenir les commerçant.e.s locaux durant le COVID à travers la carte Abeille ;
- Dépôt d'une motion pour faciliter la recherche de logements pour les personnes en contrat à durée déterminée employées à l'hôpital ;
- Dépôt d'une motion contre le harcèlement de rue afin que la Ville mène une politique proactive en la matière ;

#### 2021

- Soutien au projet cantonal de création d'un Centre d'archives ;
- Soutien à l'agrandissement du Département Audiovisuel de la bibliothèque ;
- Soutien au projet de rénovation des anciens Abattoirs afin d'en faire un lieu polyvalent, et défense des utilisateur.trice.s déjà présent.e.s sur site (skate park notamment) ;
- Soutien à la création de nouvelles structures parascolaires, notamment l'Annexe (40 places) ;
- Soutien à la rénovation de la STEP et à l'installation de systèmes pour filtrer les micropolluants ;
- Soutien d'une motion déposée par le POP et le PS en 2019 visant la création d'un poste de délégué.e à l'intégration ;
- Soutien au projet de contournement H18 et campagne dans le cadre du référendum ;
- Dépôt d'une motion sur la carte citoyenne, afin de favoriser une meilleure inclusion des personnes issues de l'immigration ;
- Dépôt d'une motion pour la mise en valeur d'espaces prisés pendant l'hiver (piste de la sorcière, etc.) ;
- Dépôt d'une motion pour réduire et/ou éteindre l'éclairage public ;
- Dépôt d'une motion pour que l'école et l'administration luttent activement contre toutes formes de discriminations ;

- Dépôt d'un postulat pour examiner les conditions de travail du personnel communal, notamment en lien avec les écarts salariaux vis-à-vis d'autres communes ;
- Dépôt d'un arrêté pour la création d'une commission sur la démocratie participative ;
- Dépôt d'une initiative « Pour une fiscalité plus équitable » et implication dans la campagne (refusée en mai 2022) ;
- Dépôt d'une initiative « Pour une assurance des soins dentaires » et implication dans la campagne (refusée en septembre 2022).

## **2022**

- Soutien au projet détaillé de piétonnisation et de réaménagement de la Place du marché ;
- Soutien au projet de rénovation du MIH et au développement du Parc des Musées, tout en luttant pour maintenir le Parc ouvert la nuit ;
- Soutien aux projets de rénovations et d'entretien des bâtiments publics et de la gérance communale ;
- Soutien à l'initiative « Vélo à fond » pour favoriser la mobilité douce ;
- Soutien à la politique de lutte contre le plastique jetable (réponse à la motion 2020) ;
- Dépôt d'une question sur la communication des calendriers des travaux auprès de la population ;
- Dépôt d'une motion interpartis pour la création d'un poste de responsable de la transition énergétique ;
- Soutien de l'augmentation des subventions budgétaires à la Culture, malgré l'opposition des partis du centre et de droite ;
- Dépôt d'une interpellation pour soutenir la motion populaire concernant l'interdiction de l'affichage publicitaire.

## **2023 (en cours)**

- Soutien au projet de nouvelle usine de traitement des eaux des Moyats ;
- Dépôt d'une motion pour accompagner les jeunes dans le remplissage de leur déclaration d'impôts ;
- Soutien au crédit extraordinaire suite à la tempête du 24 juillet 2023 pour la remise en état des structures de la Ville et pour la Plage des Six-Pompes ;
- Soutien au projet « La Chaux-de-Fonds – Capitale culturelle suisse 2027 ».

## **Activités du parti**

Durant ces quatre années, la section Chaux-de-Fonds s'est également impliquée sur de nombreux dossiers et a organisé des événements, dont notamment :

- L'organisation de la soirée de lancement de la campagne fédérale, au Locle ;
- La tenue d'un stand aux Braderies ;
- La participation à de nombreuses commissions communales (infrastructures, culture, etc.) ;
- L'organisation de plusieurs stands aux marchés, durant toute l'année ;
- Une fête du parti, pour remercier l'implication des membres de notre section ;
- La rencontre avec une journaliste pour affiner notre stratégie de communication ;
- La tenue de profils Facebook et Instagram pour relayer nos positions et activités ;
- L'implication dans plusieurs campagnes (soins dentaires, impôts sur les grosses fortunes, etc.), avec récoltes de signatures, distributions de tracts puis de matériel de vote ;

- L'implication pour l'initiative sur les droits des apprenti.e.s, avec récolte de signature et marchés ;
- La participation aux activités du premier mai, fête des travailleur.euse.s.

## Écologie

La crise écologique n'a malheureusement fait que de s'amplifier ces dernières années, révélant toujours plus crûment à quel point le système capitaliste est destructeur pour son environnement. Chaque année bat de nouveaux records de catastrophes écologiques : feux de forêts, fonte des glaciers, tempêtes et ouragans, vagues de chaleur, le tout sur fond d'une production de gaz à effet de serre liée à la consommation d'énergies fossiles qui ne cesse d'augmenter. Malgré ces conséquences incontestables et une ampleur croissante, les prises de consciences sont tardives chez nos dirigeant.e.s et il reste encore des partis – à droite et l'extrême-droite – qui persistent dans leur attitude de déni. Fort heureusement, quelques mesures sont prises et, même si elles restent insuffisantes en tant que telles, elles témoignent de l'amorce d'un mouvement dans la bonne direction. Il n'en reste pas moins que la consommation de nos ressources s'amplifie bien plus rapidement que ces « mesurette ». Les COP se succèdent et leurs promesses creuses n'empêchent pas l'arrivée en Europe des « Black Fridays », symbole de surconsommation mondialisée. Cela prouve qu'il n'y aura pas de remise en question de la consommation sans remise en cause de la course au profit, et celle-ci nécessite un véritable changement de système.

La « règle verte » doit s'imposer partout, et donc à La Chaux-de-Fonds également. La Ville ne doit pas consommer davantage en une année que ce que la nature peut produire sur la même période. Cela nécessite des projets ambitieux pour notre cité comme des bâtiments moins énergivores, la fin de la publicité ou encore des éclairages moins polluants et éteints la nuit. . Nous voulons également favoriser l'installation massive de panneaux solaires sur les surfaces construites – la Ville possédant un taux d'ensoleillement et une urbanisation particulièrement propice – et la promotion du chauffage à distance. Ces mesures ne suffiront pas à elles seules, et devront s'accompagner de modifications de comportements. La fin du « jetable » doit se poursuivre. Le tri du plastique, la limitation des boutiques de « fast-fashion », la mise en évidence des matériaux durables ou l'embauche de techniciens chargés d'optimiser la consommation d'énergie des appartements ne sont que quelques mesures qui doivent nous permettre de nous inscrire dans la durée.

Il y a quatre ans, nos mesures semblaient irréalistes. Une guerre en Ukraine, un COVID et une crise énergétique plus tard, l'éclairage est éteint la nuit, la publicité commerciale réduite et la vaisselle jetable interdite. Preuve que nous sommes sur la bonne voie. Dans ce sens, nous attendons la présentation d'un plan climat communal, demandé en 2019 par le POP, et que nous voulons plus ambitieux que la proposition consensuelle du Canton. Notre Ville doit se doter des outils adaptés et propres à répondre à la crise.

Enfin, nous voulons également que La Chaux-de-Fonds s'attelle sérieusement à la sauvegarde de la biodiversité à son échelle. Les insectes et les oiseaux disparaissent : faisons en sorte que nos sous-bois et nos parcs soient des refuges pour eux ! Incitons les habitant.e.s à installer des nids, comme on le fait déjà pour certaines espèces. Les eaux sont polluées : contrôlons fermement les polluants, dépolluons nos terrains et punissons les pollueur.euse.s. Les sols se tassent et s'érodent : soutenons les cultures respectueuses de la terre. La ville possède de nombreuses surfaces agricoles, passons à une écologie respectueuse de l'environnement, en soutenant les paysan.ne.s dans cette évolution. Montrons l'exemple !

Et après la tempête du 24 juillet, nous avons l'occasion de redéfinir nos espaces verts. Plantons des arbres fruitiers et créons des jardins collectifs en ville, comme cela se fait dans d'autres communes de Suisse. Réapproprions-nous le terrain !

Concrètement nous voulons :

- L'instauration de la « règle verte » à La Chaux-de-Fonds
- Un « plan climat » réellement ambitieux, loin des demi-mesures du plan cantonal
- La protection des espaces verts et de leur biodiversité
- L'interdiction définitive des éclairages publics et des commerces la nuit
- Une ville sans pesticides et sans OGM, dans l'entretien de ses surfaces vertes comme dans la nourriture à disposition de sa population
- Le soutien à une agriculture respectueuse de l'environnement et des paysan.ne.s
- Un investissement dans les formations pour les métiers permettant la transition écologique
- La dépollution des sols
- L'interdiction totale de la publicité commerciale sur le territoire communal
- L'embauche de technicien.ne.s actif.ve.s dans l'optimisation énergétique des habitations
- La mise en place d'une filière de recyclage des matières premières à l'échelon local (réutilisation des meubles, etc.)
- Le développement des transports publics

## Logement et urbanisme

Le POP entend développer des modes de construction visant à réduire à la fois l'énergie nécessaire à la construction et au fonctionnement, tout en réduisant les déchets produits. Pour atteindre ces objectifs, nous privilégions la réduction de consommation énergétique, l'utilisation d'énergies renouvelables et la diminution des déplacements en voiture, notamment en fournissant des commerces de proximité et en valorisant les modes de déplacement écologiques (vélo, bus, marche, etc.). De plus, ce mode de construction « de proximité » doit favoriser les rencontres entre habitant.e.s, et ainsi maintenir le réseau social, lutter contre la solitude et intégrer des populations de toutes les catégories de revenus pour ne pas créer des stratifications au sein de la Ville. L'urbanisme ne doit pas être un simple « label » touristique, il doit être réellement pensé dans sa globalité afin de construire intelligemment et de mieux vivre ensemble.

En construisant et surtout en rénovant de manière à favoriser des comportements écoresponsables, nous rendrons la transition énergétique plus agréable et supportable. En développant les circuits courts et les commerces de proximité, nous pourrions également redynamiser l'économie locale, ce dont La Chaux-de-Fonds a particulièrement besoin, en lieu et place des centres commerciaux immenses et excentrés. En sus, l'urbanisme d'une ville doit prendre en compte tous les types de population, car des personnes en situations de handicap, des personnes âgées ou des jeunes n'auront ni les mêmes besoins ni la même utilisation de l'espace public, mais celui-ci doit pouvoir toutes et tous les accueillir, et favoriser le contact et la mixité sociale.

Nous voulons également construire « la ville dans la ville », c'est-à-dire rénover les espaces urbains actuels de La Chaux-de-Fonds plutôt que de nous étendre encore et toujours plus sur les espaces verts extérieurs. Notre ville regorge de logements vides, et le POP défend une politique visant à rénover l'existant avant d'autoriser de nouvelles constructions. À ce titre, un pourcentage de vacances minimal pourrait être introduit avant de délivrer de nouveaux permis de construire. En permettant à tou.te.s de trouver en ville des appartements de qualité à des prix raisonnables, nous voulons favoriser les échanges et rapprocher les citoyen.ne.s. La Chaux-de-Fonds brille par son patrimoine architectural, elle doit le préserver, le valoriser et le développer en construisant des immeubles faits pour durer, non pas pour être rentables le plus rapidement possible.

Dans cette optique, la Ville doit cesser de dilapider son patrimoine foncier, ses immeubles et ses terrains doivent rester en mains publiques. Qu'elle rénove ses logements et maintienne de bas loyers, garantissant l'accès à des logements pour toutes et tous, ou pourquoi pas en indexant les loyers sur les salaires permettant ainsi un accès au logement en fonction de ses moyens et non du marché de l'immobilier visant à faire du profit. La Ville devrait également soutenir, ne serait-ce qu'administrativement, la création de coopératives et d'autres modalités de vivre-ensemble, afin de casser l'isolement social qui progresse toujours davantage dans notre société.

Enfin, la voiture doit toujours davantage être reléguée à son statut de moyen de locomotion utile pour des longues distances ou en cas d'encombrement et d'urgence. En ce sens, le POP continuera de se battre pour réduire la voiture en ville ce qui permettra d'améliorer sa sécurité, diminuer la pollution, rendre la ville plus conviviale et faciliter l'accès aux commerces de détail qui en ont besoin. À l'inverse, nous devons favoriser d'autres activités dans nos rues : des concerts et des spectacles en plein air, des endroits de restauration ambulants dans les parcs, des terrasses plus grandes, des festivals. Notre ville est un lieu vivant et fourmillant d'activités, nous continuerons à les promouvoir et rendre ainsi l'espace public à ses premiers occupant.e.s : les citoyen.ne.s.

Concrètement, nous voulons :

- La réduction du trafic et de la vitesse en ville
- Un soutien aux coopératives à but non lucratif
- L'arrêt de la vente du patrimoine immobilier et foncier de la ville
- L'interdiction sur le territoire communal de la construction d'immeubles par des privés à des fins de rendement
- L'obligation pour les propriétaires et la gérance communale de rénover les logements
- Le développement de la gérance communale en rachetant progressivement des immeubles locatifs privés, afin de garantir des loyers abordables
- Des loyers en fonction des salaires dans les immeubles communaux
- L'augmentation de l'impôt foncier sur les immeubles de rendement
- L'interdiction des nouvelles constructions « mitant » le territoire tant qu'un taux de vacance minimal n'aura pas été atteint
- Une vraie zone piétonne d'envergure pour dynamiser la vie sociale et le commerce de proximité
- Des soutiens à l'organisation d'événements dans l'espace public
- La création de zones adaptées aux différents types de population, par la concertation avec celles-ci
- Une valorisation des commerces de proximité par rapport aux grands centres commerciaux

## Enfance et jeunesse

Dans notre modèle de société, il est compliqué de concilier les vies professionnelles et familiales. Afin de permettre à chacun.e de pouvoir gagner de quoi vivre et en attendant de révolutionner le système, il est donc essentiel de créer des structures efficaces d'accompagnement aux familles. En ce sens, il faut d'une part que chaque parent puisse compter sur une place d'accueil pour ses enfants (pré- et parascolaire) s'il ou elle en éprouve le besoin, et que, d'autre part, ces places soient de qualité et offrent à chaque enfant l'occasion de se socialiser et de bénéficier d'un soutien dans son développement, tant scolaire que personnel. Un tel accueil est également l'occasion de transmettre des valeurs aux enfants, en matière de socialisation, d'écologie ou de citoyenneté.

Parce que l'encadrement et l'accompagnement des enfants sont l'une des missions les plus importantes d'une collectivité, il convient également de garantir des conditions de travail décentes pour les personnes qui en ont la charge. Ce n'est qu'ainsi qu'on valorise et motive les professionnel.le.s sur le terrain, et cela se répercutera directement sur les expériences des enfants.

Par ailleurs, et afin que la Ville soit un endroit où il fait bon éduquer ses enfants, les places de jeu devraient être bien plus nombreuses, davantage réparties sur tout le territoire communal et plus ambitieuses, donner envie aux parents d'y aller en famille. Nous pourrions recourir à des entreprises locales pour créer des jeux plus originaux et créatifs, et développer d'autres formes de projets. Les halles de gym pourraient également être ouvertes aux familles les week-ends, afin d'offrir des activités variées aux enfants.

En sus, il est important de garantir les activités dont peuvent bénéficier les jeunes durant les périodes de vacances. Les « Vacances découvertes » ainsi que les camps qui sont proposés par le Service de la Jeunesse sont essentiels, et nous voulons en élargir l'offre. Pour de nombreuses familles, de telles activités permettent de découvrir de nouveaux horizons et poussent les jeunes à se rencontrer et à tisser des liens. Permettre aux enfants de participer à ces programmes durant les vacances est fondamental. Dans cette continuité, il est également important de renforcer les activités réalisées tout au long de l'année, comme les Mercredivertissements pour les plus petits ou la Smala pour les jeunes adolescent.e.s. Ces activités devraient, comme les places de jeux, être décentrées et toucher tous les quartiers de la ville. Des maisons des jeunes, proposant des espaces de rencontre et pouvant servir d'antennes du service de la jeunesse pourraient ainsi contribuer à la création d'un tissu intégratif pour tous les âges.

Notre ville rencontre le défi de garder les jeunes majeur.e.s. que ce soit en raison des études supérieures dans d'autres villes ou en raison d'un manque d'activités et de sorties locales. Beaucoup de choses sont accessibles aux jeunes jusqu'au milieu de l'adolescence mais, dès la fin de la scolarité obligatoire, elles diminuent. De fait, les jeunes adultes sont alors moins pris en compte dans les différents espaces de la ville. Il leur reste quelques activités de la Smala et le Parlement des jeunes, certes importants mais insuffisants. Il est nécessaire de développer des offres pour *tous* les jeunes, pas seulement les plus petits. Et à nouveau sur l'entier du territoire communal. De tels espaces sont des lieux de rencontre qui permettraient de se réapproprier l'espace urbain.

On a ainsi par exemple vu ces dernières années un grand nombre de cours d'école être moins accessibles. Or cette politique a pour effets de repousser les jeunes hors de leurs espaces de rencontre et véhicule un sentiment d'exclusion et de non-prise en compte dans la société. L'idée de fermer le Parc des Musées renvoie le même message. Or l'espace public est commun et devrait être développé pour donner envie aux habitant.e.s d'y vivre.

Concrètement nous voulons :

- Un nombre de places d'accueil suffisant correspondant aux besoins de la population
- Des conditions de travail optimales pour le personnel d'accueil des enfants
- Une nourriture pour enfants issue de la région et d'une agriculture respectueuse de l'environnement
- Un soutien au Service de la Jeunesse, et notamment à ses activités dans les quartiers et la création de zones de rencontres pour jeunes
- Des offres d'activités extrascolaires variées, nombreuses, au plus bas coût possible en fonction du revenu des parents
- Améliorer les transports en commun en soirée et la nuit pour favoriser et sécuriser la vie nocturne (Bikini-Test, LAC, etc.)
- Le développement de structures d'activité pour jeunes adultes (skate park, parkour, grafs, etc.)
- La création de salles d'études dans la ville pour permettre d'avoir un espace de travail tranquille et adéquat
- Un soutien proactif aux activités développées par le Parlement des jeunes
- Un accès des halles de gym aux familles le week-end.
- L'ouverture à tous des cours d'école et *a priori* de tout lieu extérieur pour favoriser les rassemblements

## Économie locale

Le modèle capitaliste néolibéral mondialisé dans lequel nous évoluons court à la catastrophe. Les inégalités atteignent des records historiques, nous détruisons notre planète pour produire toujours plus et mêmes les gouvernements se proclamant démocratiques recourent à la violence pour protéger leurs intérêts et ceux des puissants.e.s. Si la situation est davantage feutrée en Suisse et dans notre région, il n'en reste pas moins que la précarité y augmente aussi et que nos systèmes de santé, sociaux, et éducatifs sont de plus en plus souvent attaqués et sous-financés alors qu'ils sont plus que jamais nécessaires. Notre population vieillit, les crises se succèdent et nous devrions faire preuve de solidarité plutôt que d'entendre en permanence le discours des « caisses publiques vides ». Car l'argent est là : notre pays n'a jamais été aussi riche et affiche un des PIB par habitant.e.s les plus élevés au monde. Et contrairement à ce que l'on pourrait croire, le canton de Neuchâtel est largement au-dessus de la moyenne Suisse avec le 6<sup>e</sup> PIB par habitant.e.s ! Mais la richesse créée ne profite ni à celles et ceux qui travaillent pour la créer, ni aux pouvoirs publics, garants de son partage. Nous ne sommes pas pauvres, nous sommes dépouillé.e.s.

D'autres modèles de société existent. Autant par souci écologique que pour favoriser une économie régionale résiliente, beaucoup aimeraient participer au développement des circuits courts, en s'impliquant dans la fabrication de produits locaux et dans leur vente. Malheureusement, s'investir dans de tels projets est difficile et risqué financièrement. En créant une structure publique chargée de favoriser cette transition nous pourrions réduire les risques financiers et encourager le mouvement. Ces structures publiques pourraient progressivement en alimenter d'autres (cantines, cafétérias, etc.). Un tel projet combinerait à la fois la création d'emplois et un soutien écologique proactif. Il permettrait également une plus grande résilience face aux crises (COVID, approvisionnement, énergie, etc.). Cet exemple à petite échelle illustre que nous pouvons – et même devons – faire preuve de créativité et nous réinventer.

Cette « réinvention » passe par tous les moyens possibles pour encourager la population de notre Ville à consommer local et à soutenir les acteurs locaux. À ce titre, le POP a été l'initiateur de « l'abeille », la monnaie locale. Et même si ce moyen de paiement ne ressemble pas vraiment à ce que nous souhaitons, nous avons continué à le soutenir et à faire en sorte qu'il bénéficie tant aux utilisateur.trice.s qu'aux commerçant.e.s régionaux.

Mais d'autres projets doivent être réfléchis. Ainsi, pour (re)développer son vivre-ensemble, la Ville doit favoriser la création de nouveaux commerces responsables. Les vitrines vides du Pod doivent être réoccupées, et cela ne se fera qu'à la condition de loyers accessibles. La commune doit intervenir fermement pour favoriser l'essor des petites structures et soutenir les indépendant.e.s, que ce soit en instaurant des taxes en cas de vitrine vide, des droits de préemption ou d'expropriation, la suppression de toute publicité pour une entreprise n'ayant pas son siège en ville ainsi que la mise à disposition de locaux publics avec des baux commerciaux plus courts.

Enfin, la ville doit continuer à s'attaquer au problème des pendulaires, qui utilisent les infrastructures, augmentent la pollution et ne paient pas les impôts dont nous avons besoin. Nous avons toujours combattu la concurrence fiscale, mais voulons également que la perception des impôts prenne en compte le lieu de travail tout autant que celui d'habitation. C'est notamment pour cette raison que le POP soutient la politique de stationnement communale, afin que les frais causés par le trafic reposent également sur celles et ceux qui en sont le plus à l'origine.

Concrètement nous voulons :

- Une position claire de la ville et son implication contre la concurrence fiscale
- Le développement des structures publiques, la fin de toute privatisation et une sous-traitance impérativement locale et réduite au minimum
- La diversification du tissu économique pour le rendre moins dépendant de l'horlogerie, par la promotion et l'aide au développement de structures locales
- Le soutien aux entreprises locales, écoresponsables et embauchant dans la région ainsi que l'aide à leur création, notamment par la mise à disposition de locaux aux baux commerciaux plus attractifs
- L'augmentation de la rétrocession de l'impôt frontalier et une fiscalité nationale qui tienne compte des coûts engendrés par les pendulaires extra-cantonaux.
- L'implication active de la ville pour améliorer les conditions de location des baux commerciaux et éviter les vitrines vides
- Un soutien aux commerçants locaux de petite taille, en favorisant les circuits courts

## Culture, sport et tissu associatif

La Chaux-de-Fonds est une ville de culture, sous toute ses formes et notamment de cultures alternatives. Comptant de nombreux.es artistes, des loyers modérés, des lieux de création et d'exposition dans tous les domaines artistiques, notre ville offre un environnement agréable et accueillant. Cependant, la crise COVID et la période extrêmement difficile qu'ont dû traverser les professionnel.le.s de la culture a clairement causé des ravages. En parallèle, nous constatons une forme de gentrification du centre-ville et la fermeture de plusieurs lieux majeurs de cette vie culturelle alternative, ou leur renvoi hors du centre-ville. Pourtant, ce n'est que par un soutien actif et important des pouvoirs publics sur toutes ses mailles que le fameux tissu culturel de notre ville pourra être maintenu.

À l'image du foisonnement culturel, notre ville est aussi animée par une pratique sportive diverse et populaire. On ne compte plus le nombre d'associations (clubs, écoles, etc.). Ces lieux permettent à la population et notamment aux plus jeunes de pratiquer une activité sportive qui, au-delà de renforcer leur santé physique, leur permet de s'intégrer dans différents cercles sociaux. Notre commune soutient un bon nombre d'associations en mettant à disposition gratuitement ou à bas prix des salles ou des terrains communaux, mais il est également fondamental qu'elle les entretienne. Ainsi, plusieurs infrastructures communales telles que les Arêtes ou la Charrière accusent leur âge et leur manque d'entretien, sans parler de nombreux terrains de foot. Cette vétusté a des impacts qui deviennent concrets. Ainsi, la piste d'athlétisme ne pourra plus être homologué par Swiss Olympic au-delà de 2024, par exemple. Cette problématique inquiète le POP et est la conséquence de la politique d'austérité de droite qui a freiné, voire totalement stoppé, un bon nombre d'investissements et de rénovations. À force de systématiquement couper toutes les dépenses, la droite a détruit nos infrastructures.

Or ces infrastructures et les événements qu'elles permettent d'organiser sont un indicateur de la « bonne santé » d'une ville, une des raisons majeures d'y venir et d'y rester, ainsi qu'un facteur d'intégration. En hébergeant de nombreuses rencontres et associations, la Ville encourage ses habitant.e.s à s'impliquer dans des structures collectives, et en retour à faire vivre toute la cité. En effet, à La Chaux-de-Fonds, ce sont bien des bénévoles qui organisent de nombreux événements, culturels, sociaux ou sportifs. À travers leur engagement, c'est La Chaux-de-Fonds elle-même qui rayonne, comme le statut de Capitale culturelle le reconnaîtra à l'échelle nationale. La Plage des Six Pompes ou Ludesco, par exemple, ont été créés et sont portés par des bénévoles, et se sont imposés comme des moments de rencontre symboliques et rassembleurs pour tou.te.s, sans parler des retombées économiques qu'ils génèrent. Le bénévolat est un aspect essentiel de notre ville. Le POP défend donc un soutien actif de la Ville, notamment par une meilleure reconnaissance, la mise à disposition de ressources et des infrastructures suffisantes et de qualité. Rappelons ainsi que le POP a évidemment soutenu une augmentation des moyens pour la culture au budget 2024, contre l'avis du centre et de la droite, qui sont allés jusqu'à refuser le budget pour ce seul motif. Le projet de Capitale culturelle suisse, au-delà du rayonnement et de la reconnaissance de la diversité de notre tissu culturel, doit être une manifestation à l'image de notre ville, à savoir ouverte à toutes les formes de cultures et donnant aussi la part belle à la culture dite alternative. Cette diversité doit être à l'honneur durant l'ensemble de cette année de célébration, mais également par la suite, que ce soit par une meilleure reconnaissance du bénévolat que dans un meilleur soutien financier et matériel pour les associations et acteur.ice.s culturel.le.s.

Enfin, passablement d'associations chaux-de-fonnières véhiculent une histoire populaire. Ainsi la Plage fut créée pour permettre aux personnes n'ayant pas les moyens de partir en vacances de se rendre « à la plage ». Le club de boxe propose des cours à bas prix, et notamment aux migrant.e.s. Le Collège musical propose des prix bas et fixe ceux-ci en fonction des salaires des parents. Etc. Toutes ces

initiatives sont construites sur des idées de partage, de justice sociale, d'intégration et d'égalité, qui visent à soutenir les plus défavorisé.e.s. Nous nous reconnaissons pleinement dans ces valeurs et nous engageons sur le terrain politique pour une culture et un sport populaire, à destination de toutes et tous.

Concrètement nous voulons :

- Que La Chaux-de-Fonds devienne la première Capitale culturelle suisse et qu'elle utilise cette reconnaissance pour soutenir toutes les formes de cultures sur son territoire
- Développer des activités pour les populations précaires, pour faciliter leur intégration (réfugié.e.s notamment) et renforcer les liens entre le service de l'intégration et le tissu culturel, sportif et associatif de la ville
- La défense des structures culturelles et sportives publiques (musées, TPR, terrains de sport, salle de musique, midi-tonus, etc.)
- Un soutien financier afin que les associations n'aient pas à supporter seules les factures Viteos lors de leurs événements
- La gratuité de l'usage du sol pour les associations à but non-lucratif, sans émolument administratif
- Une offre culturelle et sportive adaptée à toutes et à tous
- Une promotion du sport et de la culture populaire
- Un soutien fort aux associations locales et à leurs initiatives, ainsi qu'une augmentation de leurs subventions
- Une facilitation de l'organisation des événements publics et une clarification des démarches à effectuer
- La mise à disposition d'espaces de street art et de graffiti sur des bâtiments communaux
- Le maintien de plusieurs sites de bibliothèques (surtout pour la bibliothèque des jeunes) dans la ville et leur renforcement
- La création d'une zone de « friche » artistique permettant à toutes sortes d'associations de se « lancer » en bénéficiant de baux commerciaux peu contraignants et réduisant les risques financiers
- L'indexation des subventions culturelles

## Démocratie locale

Notre démocratie va mal. Certes, la Suisse connaît un système que beaucoup d'autres populations nous envient, probablement à raison. Cependant, les taux d'abstentions que nous rencontrons sont les symptômes du même problème que dans d'autres pays démocratiques. La population voit de moins en moins l'intérêt de voter pour des représentant.e.s qui appliqueront une politique déconnectée à la fois des préoccupations de la population et de leurs promesses de campagne. Les votations n'offrent pas réellement de possibilités de choisir des modèles de société, mais obligent plutôt l'électorat à effectuer des calculs politiques pour tenter d'influer au mieux à la marge les décisions qui sont prises par nos dirigeant.e.s. Et pour celles.ceux-ci, ce qui importe actuellement le plus est le respect de l'équilibre budgétaire, à tel point que le seul affrontement politique d'ampleur, le seul moment où les partis s'affrontent sur leurs visions, c'est lors du vote du budget. Pour le reste, les décisions sont souvent très complexes et techniques, prises en commissions d'initiés et sans réelle implication de la population, pourtant première concernée. Les prises de parole en assemblées s'apparentent à de la politique spectacle, un spectacle qui intéresse de moins en moins parce qu'on se rend compte de sa vacuité.

Rien qu'au niveau de notre ville, les commissions sont le plus souvent « consultatives » et nous n'avons vu que très peu d'efforts pour réellement intégrer la population dans les processus décisionnels. Il y a eu parfois, sur certains dossiers, consultation d'acteurs impliqués choisis sans souci de représentativité, sans souci de représentativité. Cela traduit une vision très claire de l'usage du pouvoir selon nos dirigeant.e.s, vision qui relègue le législatif à une caisse d'enregistrement et de formulation de doléances auprès du pouvoir exécutif tout-puissant. Ces problèmes de fonctionnement se retrouvent à tous les échelons et sont amplifiés par l'influence de lobbies au service des riches et de puissants, d'une presse en mains de grands groupes privés servant leurs intérêts et d'un discours trouble de la part d'une gauche « centriste » qui licencie sans état d'âme dans les services publics essentiels à la population, comme les coupes à RHNe en ont été un exemple.

La revitalisation de notre démocratie n'est pas un petit chantier. Mais c'est le plus important, et il est d'autant plus nécessaire que nos dirigeant.e.s nous prouvent chaque année qu'il.elle.s sont incapables de modifier la course destructrice de notre système. À l'échelon communal, nous devons mettre en place des consultations générales d'ampleur et y consacrer les moyens suffisants pour que la population puisse à nouveau s'exprimer sur l'environnement dans lequel elle évolue et porter la responsabilité de ses choix. Les informations délivrées par les organes officiels de la Ville doivent être vérifiées en amont et/ou présentées de façon controversées, alimentant des débats argumentés. Les sujets politiques doivent être présentés de manière claire mais non simpliste, de manière à ce que chaque votant.e puisse comprendre les choix qui lui sont présentés et leurs conséquences, sans devoir faire face à des batailles de chiffres techniques d'un parti ou d'un autre. Enfin, les Villes doivent être réinvesties d'une partie des pouvoirs actuellement dévolus au Canton, afin d'avoir une réelle marge de manœuvre sur leur fonctionnement et ainsi pouvoir impliquer leurs citoyen.ne.s dans des décisions qui ont un réel impact.

Nous voulons également créer une brochure d'information sur les droits politiques la plus neutre possible qui soit distribuée régulièrement aux habitant.e.s de la ville. Nous voudrions également que nos instances dirigeantes puissent être révocables en cas de manquement à leurs devoirs et que toutes les discussions à enjeux politiques soient en principe tenues publiquement.

Concrètement nous voulons :

- La mise en place de budgets participatifs avec l'implication de la population
- Une rencontre annuelle entre les instances politiques et la population lors d'une séance publique où toutes les personnes présentes auraient la possibilité de s'exprimer
- Un soutien accru au parlement des jeunes pour son travail de formation à la politique
- Lors de projets d'importance, la mise en place de démarches participatives impliquant un maximum de la population
- Une révocabilité des instances exécutives et législatives par la population
- La suppression de l'affichage sauvage, remplacé par des flyers d'informations distribués directement avec le matériel de vote
- La diffusion d'informations claires et accessibles à tou.s.tes, notamment grâce à un site Internet performant, présentant les projets en cours et permettant des échanges avec les politiques
- Une égalisation des moyens de communication des partis, pour limiter l'impact de la propagande des plus riches
- La transparence de tous les débats à enjeux politiques et leur visibilité en (commissions, etc.), sauf rares exceptions légitimées par le Conseil Général

## Services publics

L'exercice des droits démocratiques tels que nous les percevons (droit d'expression, droit à l'éducation, droit à une alimentation de qualité, droit de manifestation, droit à la santé, etc.) implique de disposer de services publics performants et accessibles. De plus, tous ces droits sont nécessaires et interdépendants, et la fragilisation d'un seul fragilise la société entière. Ainsi l'éducation, nécessaire à la construction d'une pensée critique, est fondamentale pour que chacun.e puisse exprimer son opinion dans une démocratie fonctionnelle, ce d'autant plus à l'époque de la surabondance d'informations. Une sécurité garantissant la liberté d'expression et d'action de chacun.e dans le respect de l'autre est également un prérequis à la cohabitation pacifique au sein d'une société démocratique. Une information de qualité et la plus objective possible est également un gage de débat sain et serein, et donc de construction d'opinion. Une bonne santé et des structures d'accueil pour les enfants permettent de s'impliquer dans la vie locale. Etc.

Nous voulons que chaque citoyen.ne se sente soutenu.e, respecté.e et accompagné.e par un État à l'écoute et adapté à ses besoins. Loin de l'image des grosses structures bureaucratiques et déconnectées, cela implique des services publics ambitieux, proactifs, axés sur les besoins des gens et permettant à chacun.e de faire face à tous les risques de la vie (maladie, vieillesse, accident, chômage, agression, etc.). Dans la même logique, nous voulons rapatrier sous le giron étatique des structures qui n'auraient jamais dû cesser d'être publiques. Les transports, l'énergie, la santé physique comme mentale, le chauffage et tant d'autres besoins essentiels doivent être fournis par l'État à sa population, sans enrichir des actionnaires ou des dirigeant.e.s au passage. Nous voulons user de tout notre poids, à tous les niveaux, pour recréer des services publics performants et de proximité, dont l'objectif n'est pas la rentabilité mais le service aux citoyen.ne.s.

Un renforcement des services publics permettra également de tisser à nouveaux des liens entre les individus, et de recréer un sentiment d'appartenance à une communauté. En effet, les services publics permettent de lutter contre l'exclusion, en donnant accès à la mobilité, à la culture ou aux soins, et améliorant ainsi les conditions de vie de chacun.e. Il suffit de comparer la situation des individus avant et après l'instauration de ces services, durant le vingtième siècle, pour constater à quel point ils ont été synonymes d'un accroissement de la qualité de vie. Et à l'inverse, les plans d'austérité successifs de la droite et de la gauche centriste, en Suisse comme ailleurs, détruisent les services publics et conduisent à un accroissement de la pauvreté.

Et s'il est vrai que des services publics performants ont un coût, celui-ci ne devrait pas être mesuré uniquement par les dépenses occasionnées. Le financement par l'impôt garantit que les plus riches supportent davantage ces structures, qui sont surtout à l'avantage des moins aisé.e.s. L'école gratuite et obligatoire en est un exemple, comparativement au système américain où les étudiant.e.s en sont réduit à s'endetter pour se former. De même, des transports publics gratuits permettent des économies au quotidien, en réduisant les factures de voiture ou de bus. Tout comme une caisse maladie publique, supprimant les coûts marketings et les inégalités de traitement intercantionales. Etc. Par ailleurs, il est également important de considérer l'exclusion générée par l'absence de service public car celle-ci a également un coût. Les personnes qui ne sont pas soutenues peuvent finir dans la délinquance ou aux services sociaux, alors que les accompagner dans leur réinsertion sociale ou professionnelle – voire mieux, éviter leur exclusion – permet à la collectivité d'économiser sur le long terme tout en maintenant leur dignité. Enfin, offrir des services publics bien dotés, disposant par exemple de soignant.e.s bien formé.e.s et en suffisance, est susceptible d'attirer des habitant.e.s plutôt que de les faire fuir des régions considérées comme de plus en plus délaissées par les pouvoirs publics.

Concrètement nous voulons :

- La garantie systématique de l'indexation des salaires au coût de la vie, en intégrant l'augmentation des primes maladies dans le calcul
- Éviter toute suppression d'infrastructure publique (bureaux postaux, guichets CFF, etc.) à La Chaux-de-Fonds et la reprise en mains publiques des services « de base » (transport, énergie, etc.)
- Une augmentation du personnel public à des postes utiles pour garantir un travail de qualité dans des conditions de travail dignes (santé, social, etc.)
- Une implication plus forte des employé.e.s dans les décisions de leur structure professionnelle/administration
- La création de services publics visant le service à la population et non la rentabilité, avec une gestion impliquant les usager.ère.s dans les décisions à prendre
- Le maintien d'un système de santé performant à La Chaux-de-Fonds, notamment grâce à des structures adaptées aux besoins de la population (EMS, hôpital, etc.)
- Des transports publics gratuits

## Mobilité

La Ville continue de développer son concept pour réduire l'utilisation de la voiture en son sein. Dans ce sens, le POP a naturellement soutenu le plan de stationnement et la solution des macarons, et il a également soutenu la création de la H18, malgré les évidentes réserves écologiques du projet. En effet, il est selon nous impossible de désengorger la ville sans proposer une alternative viable permettant son contournement, et s'il est évidemment capital de réduire drastiquement le transport routier et la mobilité individuelle dans l'absolu, il est également essentiel que ce trafic cesse de traverser La Chaux-de-Fonds comme il le fait actuellement.

À l'heure actuelle, l'adaptation du plan de stationnement est également soutenue par le POP, qui y voit l'occasion de corriger ses failles. En simplifiant et en explicitant plus clairement les limitations de parcage tout en développant les parkings d'échange, le POP voit dans le projet actuel une volonté de réduction supplémentaire de la circulation intra-urbaine. De même, le POP soutient depuis le début un système de zones de parcage et une limitation du nombre de macarons par individu, ce qui est impératif pour réduire les déplacements courts en ville et favoriser l'utilisation des transports publics. Ces changements sont enfin à l'ordre du jour et nous continuerons à les appuyer.

Cependant, de nombreux autres projets doivent encore être menés à bien car la voiture prend toujours trop de place dans nos villes. Et la Chaux-de-Fonds n'est pas encore – et de loin – une cité où il fait bon se promener ou rouler à vélo. Parallèlement au développement massif de ces infrastructures, le POP souhaite que les transports publics soient directement dirigés par les collectivités publiques, plus fréquents, plus nombreux et surtout gratuits, afin d'inciter un maximum de personnes à se passer de leur véhicule privé. Comme première étape vers cette gratuité, le POP est également favorable à l'instauration d'un abonnement de transports publics à prix réduit au sein de la ville, de manière à détourner de la voiture une partie de la population pour les déplacements intra-urbains.

En augmentant le nombre de parkings d'échange, en développant une offre de services publics gratuits, en réduisant la mobilité individuelle motorisée au profit d'une mobilité douce, nous pouvons faire de La Chaux-de-Fonds une ville qui clame fièrement qu'elle préfère les transports écologiques aux polluants, et qui devienne un modèle en Suisse. Le retour des trolleybus en 2024, abandonnés au profit de bus à carburant, est également une mesure que nous avons soutenue et qui participe au renouveau écologique de la ville. La création de structures favorisant les déplacements à vélo et le cyclo-tourisme doit être lancée afin de changer les mentalités quant au déplacement dans notre région.

Enfin, la mobilité s'inscrit dans des thématiques sociétales plus larges. En effet, de nombreuses personnes se « délocalisent » pour économiser sur leurs impôts, accéder à la propriété ou profiter d'un cadre de vie différent, faisant ainsi porter toujours davantage la charge financière des infrastructures communales sur celles et ceux qui restent en ville. Dans cette logique, nous voulons que la ville s'engage contre la concurrence fiscale (communale et cantonale), ou qu'elle use de tous les moyens à sa disposition pour la compenser et favoriser le maintien de la population au sein de la ville (en taxant les services communaux pour les personnes habitant hors de la ville, en offrant des services aux seul.e.s résident.e.s, etc.). Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons entamer un mouvement du « retour à la ville ». Il n'est pas normal que les Chaux-de-Fonnière.s supportent essentiellement seul.e.s les coûts de piscines, bibliothèques, patinoire et musées utilisés par des résident.e.s de toute la région.

Concrètement nous voulons :

- Des transports publics gratuits avec une plus grande cadence de jour comme de nuit
- Des parkings d'échange connectés par des bus en quantité et en fréquence suffisantes
- Une mobilité douce pensée à l'échelle de la ville, avec des pistes cyclables faciles d'accès et la promotion de la mobilité douce (cyclo-tourisme, etc.)
- Un déneigement des trottoirs qui prenne en compte les personnes à mobilité réduite
- Une offre combinée macaron-abonnement de bus à tarif incitatif, en attendant la gratuité des transports publics
- Une réduction drastique de la vitesse des véhicules à moteur sur l'ensemble des routes de la Ville

Une politique d'encouragement de la part de la ville pour que les travailleurs et travailleuses aient avantage à s'installer en ville.

## Mixité sociale et vivre ensemble

Une société est composée par des individus et par leurs interactions. Les individus étant tous uniques et contribuant à leur manière à l'ensemble, c'est l'ensemble de ces contributions individuelles qui façonne la société dans laquelle nous vivons. Et plus une société permet à chacun d'évoluer de façon harmonieuse en interaction avec les autres, plus elle sera solide et capable d'intégrer tout le monde. C'est la raison pour laquelle nous pensons qu'une société doit permettre à toute personne de s'impliquer dans son fonctionnement, et qu'elle doit également lutter contre l'exclusion de certains de ses individus. De ce fait, le POP considère comme fondamental de favoriser l'intégration et les brassages culturels et de garantir que notre société se base sur la justice, l'équité et le respect, et qu'elle n'exclut aucun de ses membres.

Une telle société nécessite un travail constant. À l'heure où l'extrême-droite ressurgit en force en Europe et s'appuie à nouveau sur un discours stigmatisant certaines catégories de la population, nous devons tenir un discours clair et inclusif. Nous devons adapter notre société aux besoins de toutes et tous, et compenser les inégalités dont chacun.e pourrait souffrir. Les personnes issues de la migration doivent être accompagnées dans leur intégration pour ne pas être repoussées vers la délinquance. Les personnes âgées doivent bénéficier d'un soutien adéquat pour leur garantir une vie digne. Les personnes en situation de handicap doivent pouvoir vivre leur vie de la façon la plus autonome possible. Les personnes économiquement fragilisées doivent bénéficier d'un soutien clair qui leur permet de se projeter dans l'avenir avec sérénité.

Ces démarches passent par des mesures concrètes. À titre d'exemple : un système de santé accessible à tou.te.s, tant géographiquement que financièrement ; des appartements adaptés à des besoins spécifiques (braille, commerces proches, etc.) ; des places en EMS en suffisance et avec des dotations en personnel correcte, la mise en relation de personnes de différentes catégories d'âge pour lutter contre l'isolement de nos ainé.e.s ; des cours de langue et de culture suisse pour les personnes issues de l'immigration ; une réflexion et un accompagnement au passage aux nouvelles technologies pour limiter l'exclusion qu'elles provoquent (paiement sans cash, QR code, etc.). Notre société doit remettre au centre de ses préoccupations le bien-être de chacun.e.

L'intégration sociale passant notamment par le travail, les formations continues doivent également être développées de façon intensive. En effet, elles sont un outil permettant de s'insérer dans la sphère professionnelle et à travers elle de contribuer à la société. La Ville peut mettre en place des apprentissages adaptés et soutenir les structures locales qui proposeraient de telles places et développer son offre d'emplois publics pour tous types de profils.

Enfin, en soutenant les associations actives dans ces différents domaines (parlement des jeunes, associations d'accueil aux réfugiés, Pro Senectute, etc.), que ce soit financièrement ou logistiquement, la Ville peut contribuer à la création d'un environnement encourageant les individus à s'impliquer à leur échelle pour ce qui leur tient à cœur. Cette implication est également vectrice d'intégration et permet à chacun.e de se réapproprier l'environnement social. Cela permet également l'apparition de nouveaux liens sociaux rompant l'isolement. À l'opposé des clichés véhiculés par l'extrême-droite et s'appuyant sur l'ignorance et la peur de l'autre, la mise en évidence des réalités de chacun.e permet une meilleure compréhension. Et nous nous opposerons ainsi également à l'idéal capitaliste d'une société composée d'hommes et femmes atomisé.e.s vivant en compétition permanente les un.e.s avec les autres.

Concrètement nous voulons :

- Une véritable politique d'intégration des migrant.e.s avec un développement du service de l'intégration et de la cohésion sociale et de son centre d'accueil LOCAL
- Le renforcement de la mixité sociale et générationnelle dans la politique urbaine
- Un accompagnement scolaire adapté et disposant des moyens nécessaires pour faire de l'école un lieu d'intégration
- Une offre de formation continue pour favoriser la réinsertion professionnelle
- Un accès aisé et facilité aux infrastructures communales pour toutes et tous
- L'arrêt des discriminations des personnes n'utilisant pas l'informatique
- Des services publics et des logements adaptés aux personnes physiquement et mentalement vulnérables
- La création d'emplois publics pour personnes en situation d'exclusion, afin de leur permettre de retrouver une place sur le marché du travail
- Des places en suffisance dans les structures d'accueil pour personnes en situation difficile, avec du personnel en quantité suffisante

## Identités de genre et inégalités

Les inégalités de genre doivent être abolies. En son sein, la Ville s'active déjà en ce sens mais il est possible de faire davantage. Nous voulons que chacun.e puisse vivre sa vie comme il.elle l'entend, sans être contraint.e par le regard de l'autre ou par des normes sociales injustes produites par un système patriarcal. Actuellement, ces normes conduisent bien souvent les femmes et les personnes non-cisgenres à être victimes de jugement, de mépris ou d'agressions de toutes sortes, physiques comme psychologiques.

Pour favoriser une évolution des mentalités aussi rapide que possible, nous voulons que soient développés des enseignements sur le genre durant la scolarité obligatoire, afin de sensibiliser les élèves aux constructions sociales auxquelles il.elle.s sont soumis.es. Qu'il s'agisse des identités de genre, des orientations sexuelles ou des inégalités qui en découlent dans notre société, une sensibilisation à ces thématiques doit permettre de garantir des comportements respectueux de la part des générations futures. Les études genres ont en effet pour objectif de permettre à chacun.e de comprendre le contexte social dans lequel il.elle (a) construit son identité de genre, afin de prendre conscience des normes souvent invisibles à l'œuvre dans nos sociétés. Cela doit permettre d'éviter tout comportement violent envers les femmes (harcèlement banalisé, culture du viol, etc.) mais également favoriser l'acceptation des personnes non cisgenres, en actant que chacun.e est libre de ses choix en la matière. C'est en abordant les thématiques LGBTIQ+ que l'on cassera la définition binaire des identités de genre, et que l'on permettra à chacun.e de se définir sans souffrir de la pression du modèle patriarcal dont nous essayons de nous extraire.

Les mesures éducatives ne sont pas tout, et ne permettent pas de répondre aux problèmes à court terme. Dès lors, afin de faire de l'espace public un endroit où tout le monde puisse se sentir en sécurité et libre de s'afficher, il est important de mettre en place des mesures de lutte contre toute forme de harcèlement de rue. Par la formation et la sensibilisation des professionnel.le.s à la violence de comportements souvent banalisés, mais également en permettant aux victimes d'acquérir les réflexes et le soutien nécessaires en cas de problèmes. Une aide aux associations qui œuvrent sur le terrain en ce sens est évidemment fondamentale. Dans la même veine, les professionnel.le.s (police, sécurité publique, chaîne pénale, etc.) doivent être sensibilisé.e.s à ces questions afin que toute victime se sente soutenue et accompagnée par les autorités responsables, sans ajouter le poids du jugement à des démarches difficiles. Nous voulons développer l'offre du Service d'Aide aux Victimes, leur offrir un service de soutien juridique et un accompagnement thérapeutique gratuits, ainsi que des solutions d'hébergement suffisantes pour leur permettre de rompre, le cas échéant, avec un quotidien violent.

D'autres mesures doivent être prises en matière d'inégalités. Ainsi, des contrôles d'inégalités de salaire, y compris dans le monde des entreprises privées, doivent être mis en place. Les tâches domestiques doivent être valorisées et rémunérées. La mise en place de solutions de garde en fonction du salaire doit permettre de créer les conditions structurelles permettant une implication des parents dans leur carrière professionnelle. Ces mesures, et d'autres, doivent définir un cadre strict dans lequel les inégalités de genre ne seront plus tolérées ni banalisées.

Concrètement nous voulons :

- Des contrôles fréquents de l'égalité sur les lieux de travail, sur tous les aspects (salaire, conditions de travail, harcèlement, etc.)
- Une représentation d'autres identités de genre, d'autres orientations sexuelles et d'autres modèles familiaux dans les communications, campagnes d'information ou supports visuels que la famille traditionnelle bourgeoise
- La sensibilisation à la thématique du genre à l'école, et le respect des orientations de chacun.e
- Une formation de l'administration publique sur les questions de harcèlement
- Un accompagnement adéquat pour toutes les victimes et la création d'une cellule de soutien
- La création d'un congé parental au niveau suisse de 38 semaines, en commençant par l'instaurer pour l'administration communale
- Des campagnes de sensibilisation contre le harcèlement de rue, à destination des harceleur.euse.s comme des victimes
- Un accompagnement des familles lors des démarches de changement de genre, afin de permettre des prises de décisions aussi sereines et acceptées que possibles
- La suppression de toute publicité sexiste dans l'espace public
- La facilitation du changement de genre administratif (documents officiels, etc.)
- L'usage de la forme épiciène dans les textes de la Ville

## Fiscalité

Malgré la détestation qu'il provoque généralement lorsqu'il faut le payer, l'impôt est le principal outil redistributeur de richesses dans nos sociétés. Par exemple, 20% des revenus les plus élevés de Suisse paient 80% de l'impôt fédéral direct.<sup>1</sup> En clair, cela signifie que les plus riches paient davantage d'impôts, lequel permet à l'État de fonctionner et d'assurer ses fonctions dont bénéficie toute la population. Et il n'est dès lors pas surprenant que les partis bourgeois tentent par tous les moyens de supprimer ou réduire les impôts, car les personnes qu'ils représentent ont financièrement intérêt à ne pas redistribuer leurs richesses. Ce n'est pas un hasard si le gouvernement bourgeois français a supprimé l'impôt sur la fortune. Les riches, partout, veulent payer le moins possible.

Or l'impôt est la condition d'existence de l'État et lui permet de subventionner les plus démunis, mais également d'aider les associations culturelles et sociales, les structures de soins, de formation et les services publics en général. Il est dans l'intérêt de la population que l'impôt joue pleinement son rôle redistributeur.

Toutefois, la fiscalité est une thématique sensible. À force de réformes libérales par la droite et la gauche centriste, la classe moyenne paie actuellement beaucoup d'impôts, et parfois sans avoir l'impression que la situation financière du Canton et de la Ville s'améliore. De plus, la concurrence fiscale communale et cantonale dessert grandement les villes comme La Chaux-de-Fonds, car un grand nombre de personnes travaillent dans notre ville mais paient leurs impôts dans d'autres cantons ou communes.

Le premier problème concernant l'impôt sur notre canton est qu'il a été tellement allégé pour les entreprises par la droite et la gauche centriste qu'il place les finances publiques dans le rouge. En 2012, soit avant les dernières réformes fiscales cantonales, notre Ville récoltait 27.9 millions d'impôt sur les personnes morales. En 2022, elle n'en récoltait plus que 15 millions, et affichait un déficit de 6.7 millions. En dix ans, les contributions des entreprises ont été réduits de 20 millions. Pendant ce temps, les impôts des personnes physiques sont restés stables, entre 80 et 90 millions. On voit donc clairement que les entreprises ont été les grandes gagnantes des réformes fiscales de cette dernière décennie, et que les réformes fiscales ont conduit à des coupes dans les prestations à la population, au motif d'équilibre budgétaire. Nous voulons inverser la tendance. Il est juste de soutenir les petites entreprises et autres structures créatrices d'emploi, mais les citoyens ne doivent pas porter de plus en plus seuls les infrastructures communales.

Enfin, l'argent public doit être équitablement redistribué dans le Canton. Actuellement, les subventions publiques sont injustement réparties et le Bas reçoit davantage de soutien cantonal que le Haut. La redistribution de la péréquation fédérale en est un exemple : les critères géotopographiques notamment (principalement l'altitude et la déclivité du terrain) rapportent ainsi 23 millions au Canton de Neuchâtel, millions qui sont versés dans les caisses cantonales sans distinction, alors que cet argent est originellement destiné à soutenir les communes du Haut pour les frais supplémentaires que leur situation implique (déneigement, chauffage, entretien des routes, etc.). En l'occurrence, ce sont 13 millions qui ne sont pas reversés à La Chaux-de-Fonds, et qu'elle doit faire assumer à sa seule population. Nous voulons que cette injustice cesse et que ces sommes reviennent aux communes concernées.

---

<sup>1</sup> [https://www.swissinfo.ch/fr/economie/foss%C3%A9-entre-riches-et-pauvres\\_en-suisse--les-in%C3%A9galit%C3%A9s-salariales-demeurent-remarquablement-stables/43813820](https://www.swissinfo.ch/fr/economie/foss%C3%A9-entre-riches-et-pauvres_en-suisse--les-in%C3%A9galit%C3%A9s-salariales-demeurent-remarquablement-stables/43813820)

Concrètement, nous voulons :

- Un système fiscal qui repose davantage sur la capacité contributive
- Une imposition qui repose davantage sur les personnes morales que sur les personnes physiques, en différenciant évidemment les petites et les grosses entreprises
- Un système de taxation qui prenne davantage en compte la distinction entre lieu de résidence et lieu de travail
- Une plus juste répartition des ressources cantonales
- La fin de la concurrence fiscale entre les communes et les cantons

## Précarité

La précarité augmente en Suisse. De plus en plus de personnes rencontrent des difficultés à boucler leurs fins de mois, et ce phénomène concerne des couches de plus en plus variées de la population. Nos aîné.e.s sont de plus en plus nombreux.ses à expérimenter une vieillesse dans la misère, et 44% des personnes pauvres en Suisse sont des travailleur.euse.s. Les durcissements de l'assurance-chômage ont permis de redresser les statistiques et de prétendre à une amélioration du marché de l'emploi, en renvoyant davantage de personnes à l'Aide sociale, laquelle est ensuite attaquée par la droite à cause de ses coûts. L'inflation et l'augmentation des primes d'assurance-maladie poussent chaque année des personnes vers davantage de sacrifices et de dénuement. Et notre Conseil Fédéral nous affirme en parallèle que « la Suisse va assez bien »<sup>2</sup> sous prétexte qu'ailleurs, c'est pire.

La crise du COVID a mis en évidence le nombre important de personnes qui devaient recourir à de l'aide simplement pour pouvoir se nourrir. Dans toute la Suisse, la fréquentation des épiceries Caritas a augmenté de 40% entre 2022 et 2023. Les personnes qui parvenaient à vivre juste au-dessus du seuil de pauvreté y basculent, et y entraînent souvent leurs enfants. Selon Caritas toujours, 20% des personnes qui vivent actuellement en Suisse ne peuvent pas faire face à une dépense imprévue de CHF 2'500.-.<sup>3</sup> Caritas, Partage, Ekir, le CSP... autant de structures qu'il convient de saluer puisqu'elles viennent en aide aux plus démunis.e.s, mais qui sont également le symptôme d'un système créant de plus en plus de pauvres.

Or la Suisse est riche. L'un des pays les plus riches du monde. Ses inégalités ne sont pas fortuites, elles ne découlent pas d'une volonté divine ou de la malchance. Elles résultent d'un système capitaliste qui exploite chaque jour davantage le plus grand nombre pour la richesse de quelques-uns. Car parallèlement à l'augmentation du nombre de pauvres, la richesse des plus riches a également augmenté, au point où les inégalités mondiales en sont revenues au niveau de l'époque coloniale.<sup>4</sup> L'argent qui pourrait permettre aux plus précaires de sortir la tête de l'eau est entre les mains de celles et ceux qui ne savent quoi en faire et le dépensent en envoyant leur voiture sur orbite.

La Ville peut jouer un rôle contre cet état de fait. D'une part, elle doit continuer à se battre pour taxer les plus aisés.e.s et jouer à plein son rôle de collectivité redistributrice de richesses. Elle doit ensuite tenter de mettre en place des programmes de retour à des emplois adaptés, aux salaires décents pour les personnes exclues. Elle peut également créer des structures de soutien pour éviter que les plus démunis.e.s ne dégringolent. Des crèches gratuites, des emplois protégés ou de l'aide à l'embauche dans les entreprises peuvent être négociées – voire imposées – afin de lutter contre l'exclusion. La gérance communale, par exemple, pourrait permettre de jouer un rôle d'inclusion.

Enfin, le Service de la Cohésion et de l'Action Sociale de la ville, traversé par des turbulences, doit pouvoir se consacrer à sa réelle mission. Les travailleur.euse.s sociaux.les doivent aider les vulnérables et disposer des moyens nécessaires pour ce faire, ce qui n'est pas le cas actuellement. Le SCAS doit pouvoir se concentrer sur sa fonction première et lutter contre l'exclusion de ses bénéficiaires. Cela seul peut donner du sens à un métier de plus en plus important. Cela doit permettre de garantir le contact humain dont les plus précaires ont, en plus de moyens financiers, désespérément besoin.

---

<sup>2</sup> <https://frapp.ch/fr/articles/stories/alain-beret-la-suisse-va-assez-bien>

<sup>3</sup> <https://www.rts.ch/info/economie/14155123-un-suisse-sur-cinq-renonce-a-partir-en-vacances-pour-des-raisons-financieres.html>

<sup>4</sup> <https://www.rts.ch/info/economie/12702103-le-covid-a-dope-la-fortune-des-ultrariches-deploire-un-rapport.html>

Concrètement nous voulons :

- Un service d'aide sociale doté de suffisamment de personnes pour accompagner chacun.e dans ses démarches de manière humaine, et aux procédures administratives réduites au minimum
- Une information et un accompagnement sur les prestations sociales auxquelles chacun.e a droit, dans un langage compréhensible pour les non-initié.e.s et les personnes issues de la migration
- Des programmes d'insertion professionnelle, notamment dans les fonctions communales, pour réinsérer les chômeur.euse.s en fin de droit ou les personnes à l'aide sociale
- Des formations continues de qualité et gratuites pour les habitant.e.s de la Ville, afin de leur permettre de se former à un nouvel emploi
- Une attention particulière aux personnes cumulant plusieurs facteurs d'isolement et de précarité (contexte familial, drogue, âge, etc.)

## Éducation et formation

L'école permet de transmettre aux nouvelles générations non seulement des compétences, mais également des valeurs. C'est pourquoi nos structures de formation doivent préparer nos jeunes à affronter le monde de demain ainsi que lui permettre de le transformer pour le rendre plus juste et plus agréable à vivre pour chacun.e. Le monde dont hériteront les générations futures ne fait pour l'instant pas envie, et c'est par la formation qu'elles pourront s'atteler à la tâche de le rendre meilleur. Face à un système de formation qui pense à court terme et ne vise qu'à former des profils rentables et exploitables par le marché du travail, nous avons l'ambition de faire des structures de formation de véritables lieux de réflexion et de création du futur.

Une formation de qualité nécessite des moyens. Les enseignant.e.s doivent disposer du temps et des ressources nécessaires pour accompagner leurs élèves de façon adéquate. Il est également important de valoriser la formation continue car, dans un monde en perpétuelle évolution, la capacité à se former permet de rester intégré dans la société, tant sur le plan professionnel que social. Enfin, la formation ne doit pas devenir un « business du titre », comme on peut malheureusement le constater à l'heure actuelle. En effet, de nombreuses structures de formation se contentent d'offrir des cours de qualité très discutables qui permettent à leurs apprenant.e.s d'obtenir un diplôme qui leur permettra ensuite de prétendre à une fonction professionnelle ou à un salaire plein. L'intérêt d'une formation ne doit pas résider dans le papier qu'elle délivre, mais dans son contenu et, devant l'avalanche de formations, il est nécessaire que l'État réalise une véritable analyse de leur pertinence afin de ne soutenir que celles qui contribuent réellement à développer les compétences des participant.e.s.

Par ailleurs, pour permettre le meilleur apprentissage possible, les personnes du terrain de l'éducation (enseignant.e.s, éducateur.trice.s, directeur.trice.s, etc.) doivent être impliquées dans les décisions en lien avec leur travail. Elles sont les plus à même de comprendre les enjeux de leur métier et doivent avoir leur mot à dire. Les décisions politiques de gestionnaires hors-sol ont causé suffisamment de dégâts dans tous les domaines, y compris celui de la formation (inadéquations des attentes, soutiens insuffisants, surcharges ou absurdités administratives, etc.). Il est temps que la logique soit montante plutôt que descendante, et que les besoins concrets soient traduits en politique, plutôt que de devoir appliquer des directives écrites par des expert.e.s qui n'auront jamais à s'y soumettre.

Concrètement nous voulons :

- Une école intégratrice dotées de ressources suffisantes qui vise à une amélioration de la société en permettant à toutes et à tous de s'émanciper et de former un esprit critique
- L'implication des formateur.trice.s (enseignant.e.s, assistant.e.s socio-éducatif, etc.) dans les réformes scolaires et pédagogiques
- Le développement d'une offre de formation continue performante et de qualité
- Un soutien renforcé aux élèves en difficultés, notamment en maintenant les classes de formation spéciale
- Une réflexion vis-à-vis du tout numérique, pour saisir les opportunités autant que garder un regard critique sur les nouvelles technologies
- Une réelle prise en compte des inégalités sociales dans l'apprentissage
- Une meilleure mise en valeur des métiers manuels et une meilleure présentation des CFC.
- Une meilleure formation de base obligatoire, pendant l'apprentissage et avec la participation des partenaires sociaux (sur les droits des apprenti.e.s et plus généralement le droit du travail, le fonctionnement du partenariat social en Suisse et le rôle des syndicats)
- L'instauration de contrôles réguliers et non annoncés des lieux d'apprentissages organisés par une commission tripartite composée des syndicats, des associations patronales (partenaires sociaux) et de l'Etat
- Une augmentation du nombre de conseillers et conseillères en formation professionnelle (CFP) afin d'assurer un suivi régulier et efficace

## Santé

La population suisse vieillit et notre environnement devient de plus en plus toxique (eau infectée de micropolluants, air pollué, aliments bourrés de produits malsains, pression et stress professionnels, etc.). Les coûts de la santé devraient donc logiquement continuer à augmenter. La crise du COVID a également démontré à quel point il est important de se doter d'une structure de soins capable d'encaisser ce type d'événement. Notre Canton a pu d'ailleurs traverser cette période grâce à la réouverture des soins-intensifs dans les Montagnes, avec un personnel déjà formé, ce qui conforte dans la nécessité de deux hôpitaux dotés de soins aigus. Malheureusement, à peine quelques années après avoir appelé à l'applaudir, le gouvernement de droite et gauche centriste licencie du personnel soignant à RHNe.

Ce qui prouve bien que le problème est systématique. Notre système de santé ne doit pas être conçu comme une entreprise rentable, mais comme un service public pour la population. Et il convient de le relier à tous les autres aspects de notre mode de vie. Car c'est bien le mode de production capitaliste qui peut être tenu pour responsable de la toxicité croissante de notre environnement. C'est pourquoi si, à court terme, il faut repenser le système de soins, à long terme, seul un changement de société pourra résoudre le problème de fond. Cela passe par des lois protégeant la population et limitant les dégâts des entreprises, des mesures écologiques actives, une dépollution active des terrains, etc. Par ailleurs, ce changement sociétal doit s'accompagner de mesures préventives. Sensibilisation à l'alimentation et à la malbouffe, aux ravages des différentes drogues (légalisées ou non), aux bienfaits de l'activité physique, soutien psychologique sur les lieux de travail, etc. Nous voulons également mettre en place des structures préventives gratuites, (dépistages des IST, contrôles dentaires, check-ups, renforcer les structures de 1<sup>er</sup> accueil du CNP, etc.).

Concernant la prise en charge, nous voulons des services médicaux de qualité et de proximité. Cela implique de sortir les structures de soins de la logique concurrentielle de rentabilité dans laquelle elles sont placées. Nous voulons que chacun.e puisse être pris.e en charge selon ses besoins, à proximité de son lieu de vie. De plus, comme la santé est liée aux conditions sociales de la personne, un service public de qualité et gratuit est le seul capable de traiter chaque patient.e de façon égalitaire.

Notre Ville, comme bien d'autres en Suisse, fait face à une pénurie de médecins généralistes. Le POP se bat pour que de nouveaux cabinets soient créés, mais nous sommes tout à fait conscient.e.s qu'il s'agit d'un problème systémique et dépassant notre échelle locale. Nous refusons d'être mis en compétition avec les autres régions, nous ne voulons pas « voler » les médecins des autres cantons ou que notre population aille engorger les cabinets des régions alentours. Il faut prendre le problème à la racine et nous nous battons au niveau national pour dénoncer les *numerus clausus* et le manque d'étudiant.e.s diplômé.e.s dans les universités. Administrativement également, nous voulons que les soignant.e.s puissent se concentrer sur leur vrai travail, soigner, et soient déchargé.e.s au maximum de la surcharge administrative imposée par les assurances. Un dossier électronique centralisé, sécurisé et en mains publiques pourrait à ce titre constituer un pas dans cette direction.

Le POP dénonce également les politiques cantonales de droite et gauche centriste qui ont préféré fermer des places en EMS pour des raisons budgétaires plutôt que prioriser les besoins de la population et les ressources du personnel dans ces institutions. Résultats : des lits sont monopolisés dans les hôpitaux pour des personnes en attente de place en EMS. Cette situation fait reposer l'accompagnement des personnes âgées soit sur leur famille, soit sur les infrastructures hospitalières. De telles décisions pèsent également lourd sur le personnel soignants de ces structures, confronté.e.s à des décisions hors-sol et étant utilisé.e.s au final comme variables d'ajustement budgétaire.

Concrètement nous voulons :

- Une prévention active face aux risques de maladies liés à des modes de vie malsains (mauvaise alimentation, tabagisme, alcoolisme, stress, etc.)
- Une baisse des coûts hospitaliers par la suppression des spécialistes non-primordiaux (soins planifiables, etc.)
- L'augmentation du nombre de médecins généralistes en ville et une campagne active des autorités pour favoriser la création de cabinets
- La création de places d'accueil temporaire dans les EMS plutôt qu'en hôpital et un meilleur soutien aux structures d'accueil de jour
- La création d'un réseau de soins public de proximité et de qualité dégagé des objectifs de rentabilité
- La consultation des patient.e.s dans le développement du système de santé
- Une amélioration des conditions de travail du personnel soignant (baisse de l'administratif, valorisation des compétences, reconnaissance de la pénibilité, revalorisation des salaires, etc.)
- La garantie de prestations abordables pour les dépistages des IST au planning familial
- Une médecine scolaire pluridisciplinaire qui encadre tout.e.s les jeunes en formation et qui mette en place une politique de santé publique

## Déséquilibres cantonaux

Depuis 2013, les autorités cantonales se plaisent à défendre leur vision politique, à savoir : « Un Canton, un espace », slogan se voulant unificateur et dépassant les différences et tensions régionales. Mais dix ans plus tard, le constat n'est pas glorieux et force est d'admettre que la démarche est un échec. Les Montagnes sont encore une région délaissée dans un canton lui-même souvent relégué en périphérie de la Suisse. Et pourtant, le Haut accueille la majorité des emplois cantonaux et propose une vie culturelle et associative riche. Les Montagnes souffrent pourtant, et ce depuis des années, d'une réduction drastique des services publics à leur disposition. L'hôpital, attaqué par le Canton sous couvert de centralisation et de rentabilité, a été sauvé en 2017 par une mobilisation populaire, principalement issue des Montagnes, avant que la crise du COVID ne prouve sa nécessité. Cet exemple n'est que la pointe de l'iceberg. Notre commune, celles avoisinantes ainsi que le Vallon font face au même manque de reconnaissance et de soutien de la part de nos élites cantonales, qui se focalisent sur le Bas. Que l'on compare les différences de soutien entre le MIH et le Laténium pour s'en convaincre. Ou la faible subvention cantonale à la Plage des Six Pompes. Ou la question des subventions géo-topographiques. Ce manque de reconnaissance se constate également dans les problèmes de mobilité et d'accès aux différentes régions de notre canton. Il est ainsi édifiant que La Chaux-de-Fonds soit reliée par la plus vieille ligne de chemin de fer à avoir été rénovée en Suisse, et que cette rénovation ait purement et simplement conduit à sa suppression pendant huit mois.

Plus globalement, la centralisation des institutions publiques se base sur le présupposé selon lequel la fusion permet de réaliser des économies d'échelles. Cependant, la création de structures de plus en plus grandes cause régulièrement des problèmes de fonctionnement internes qui peuvent mener à des pertes d'efficacité et diminuer la qualité du service proposé. Les immenses organisations, qu'elles soient publiques ou privées, ne sont clairement pas des exemples de réactivité ou d'adaptabilité aux besoins, il suffit de penser aux assurances ou à la Confédération. De plus, ces fusions ont souvent pour conséquence l'exclusion des personnes vivant en périphérie. La centralisation et ses conséquences ont été thématiques lors du projet d'un hôpital unique, mais le Canton ne tire pas les enseignements voulus et défend maintenant une centralisation du CPNE, de nouveau en défaveur des Montagnes. Diminution de l'autonomie des centres de compétences, direction basée davantage sur un modèle managérial que sur un service public, uniformisation des noms des pôles de compétences, etc. Ces éléments sont les symptômes d'une politique qui ne prend pas en compte les richesses de ses régions, n'écoute pas ses citoyens et ne fait qu'appliquer des réformes purement idéologiques afin de réduire les coûts sans se soucier de leurs conséquences humaines et sociales.

Pour nous, le développement du Canton passe par la réimplantation de services administratifs, d'écoles supérieures ou d'autres grandes infrastructures sur l'ensemble de son territoire, Vallées comprises. L'administration doit être au contact de la population et la connaître. « Un Canton, un espace » reste un slogan creux et nous refusons de défendre une unité qui invisibilise ses régions.

Le POP entend bien peser de tout son poids pour stopper les politiques centralisatrices et favoriser le respect de toutes les régions du Canton ainsi que leur représentation politique. Pour un Canton qui n'a cessé de se plaindre de la faible écoute dont il bénéficie au niveau fédéral, il est particulièrement ironique qu'il applique les mêmes logiques excluantes sur son propre territoire.

Concrètement nous voulons :

- Une antenne de chaque service public cantonal réparties sur tout le territoire en fonction du nombre d'habitants
- Une décentralisation de l'administration cantonale, avec une juste répartition des centres décisionnels dans tout le canton
- Une analyse de l'intérêt des fusions de communes, prenant en compte également les coûts humains
- Une réelle représentation des régions au Grand Conseil
- Un renforcement des Hautes Écoles et des grandes infrastructures dans le Haut du canton
- Une juste répartition des charges géo-topographiques
- Une application du fédéralisme en redonnant du pouvoir aux communes, à la fois sur des aspects légaux et financiers
- Un soutien aux structures culturelles, associatives et sociales du canton sans favoritisme selon la région